

l'époque où l'ancien chef de l'opposition était premier ministre de ce pays et le député de Qu'Appelle, ministre de l'Agriculture.

L'honorable vis-à-vis a dit qu'il ne s'était jamais opposé aux ventes de blé à la Chine; pourtant, il s'est présenté lors de plus d'une campagne électorale comme candidat d'un parti qui était contre ces ventes.

M. Jorgenson: Sans aucun principe.

M. Nasserden: J'ai entendu ses collègues du parti dont il était membre jadis prononcer des discours dans les Prairies lors de plusieurs campagnes électorales, particulièrement dans la province de Saskatchewan, et dénoncer à maintes reprises les fautes de l'ancien premier ministre conservateur et de l'ancien ministre de l'Agriculture parce qu'ils avaient conclu ces contrats de vente. Le député lui-même, je crois, a parfois mis en doute l'opportunité de conclure des ventes à crédit; il ne le niera pas.

M. Olson: Le député de Medicine Hat a signalé qu'il ne souscrivait pas à ces sentiments au lendemain de cette déclaration.

M. Nasserden: Du moins, il admet que la déclaration a été faite.

Je passe maintenant à la question dont le comité est aujourd'hui saisi. La nouvelle annoncée par le ministre sera appréciée des producteurs de l'Ouest canadien. Les habitants de l'Ouest l'auraient appréciée bien davantage s'ils n'avaient pas dû apprendre qu'il y aura bientôt des élections générales en Saskatchewan. Les candidats libéraux qui parcouraient la province la semaine dernière n'ont pas pu parler de politique provinciale. On leur lançait cette question: Que faites-vous pour amener le gouvernement d'Ottawa à agir relativement au prix du blé et à la réduction des ventes de céréales au pays?

C'est pourquoi le gouvernement a aujourd'hui annoncé la nouvelle. Elle n'a aucun rapport avec les promesses qui furent faites pendant la dernière campagne électorale, alors que les vis-à-vis déclaraient à travers le pays qu'ils accorderaient aux producteurs de céréales \$2 pour le blé. Où se trouve cette garantie de \$2? Comment en est-on arrivé à cette subvention en faveur des producteurs de céréales de l'Ouest? De quelque façon que vous la considériez, la mesure est un expédient qui a été mis sur pied à la dernière minute pour aider un premier ministre provincial à sauver quelque chose, vu les évé-

nements qui se produisent actuellement en Saskatchewan.

Je compare les déclarations faites par les directeurs des entreprises de grain, dans l'Ouest canadien, à ce que nous a dit le ministre aujourd'hui. Il s'est rendu à Washington le 12 septembre, nous a-t-il informés.

• (5.40 p.m.)

Le ministre est revenu de Washington, et quelle mesure a-t-il prise? Il vient à la Chambre des communes et dit à la population du Canada: «Nous soutiendrons le prix du blé; nous indemniserons les producteurs de grains de l'Ouest canadien pour l'écart entre le prix qu'ils obtiennent sur les marchés mondiaux et le prix fixé par l'Accord international sur le blé». Sauf erreur, cela indique que la mission du ministre à Washington a échoué.

L'hon. M. Churchill: C'est exact.

M. Nasserden: Le ministre s'attend à ce que les ventes de céréales se poursuivent à des prix inférieurs aux minimums établis en vertu du nouvel Accord international sur le blé. C'est la seule conclusion à laquelle on puisse en venir. Pourtant, le député de Medicine Hat et le ministre du Commerce prétendent que tout s'arrangera grâce à la mesure qui a été prise aujourd'hui.

Voici ce que Charlie Gibbings, président du syndicat du blé de la Saskatchewan, a déclaré, selon un article du *Globe and Mail*, du 13 septembre, en provenance de Regina.

L'hon. M. Nicholson: Écoutez ce qu'il dira demain.

M. Nasserden: Je sais ce qu'il dira demain. Il dira que c'est une politique de cataplasme adoptée par le gouvernement, qui n'a absolument aucun rapport avec le coût actuel de la production ni avec les promesses du parti libéral aux producteurs de l'Ouest canadien, lors de deux ou trois campagnes électorales. C'est ce que Charlie Gibbings et les porteparole des cultivateurs de l'Ouest canadien diront—même en vous remerciant de la pitance que vous leur avez donnée.

L'été dernier, quand j'ai félicité le ministre de ses progrès dans l'Ouest du Canada et de la bonne réputation qu'il s'y taillait, j'espérais que mes louanges ne lui monteraient pas à la tête. (*Exclamations*)

L'hon. M. Churchill: Ne le félicitez plus.